



PRÉFECTURE DE LA RÉGION BRETAGNE
Direction régionale des affaires culturelles

ILLE-ET-VILAINE

RENNES

Cathédrale Saint-Pierre

(édifice Classé MH et appartenant à l'État)

Modification du système de sécurité incendie (S.S.I.)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P.

Applicables à tous les corps d'état

JANVIER 2025

Maître d'ouvrage

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE BRETAGNE
CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES
Hôtel de Blossac - 6, rue du Chapitre
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02 99 29 67 67

Maîtres d'œuvre

Bureau d'études techniques HAY
M. Matthieu TEMPÉREAU
55 bis, rue de Rennes
35510 CESSON-SÉVIGNÉ
Téléphone : 02 99 83 46 47

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Sommaire

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1 - Objet du marché
- 1.2 - Allotissement
- 1.3 - Forme et étendue du marché
- 1.4 - Fractionnement des prestations
- 1.5 - Lieu d'exécution
- 1.6 - Langue
- 1.7 - Mesures particulières concernant la confidentialité et la protection des données personnelles

Article 2 - INTERVENANTS

- 2.1 - Maître d'ouvrage
- 2.2 - Maître d'œuvre
- 2.3 - Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)
- 2.4 - Contrôleur technique
- 2.5 - Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)
- 2.6 - Autres intervenants

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Article 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

- 4.1 - Représentation des parties
- 4.2 - Formes des notifications et informations
- 4.3 - Durée et délais
- 4.4 - Modalités d'exécution du marché
- 4.5 - Préparation - Coordination et exécution des travaux
- 4.6 - Contrôles et réception des travaux
- 4.7 - Clauses environnementales
- 4.8 - Clauses particulières concernant l'environnement, l'insertion sociale et la lutte contre les discriminations
- 4.9 - Clauses de réexamen

Article 5 - RÉGIME FINANCIER

- 5.1 - Monnaie et TVA
- 5.2 - Forme et contenu des prix
- 5.3 - Variation des prix
- 5.4 - Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes
- 5.5 - Intérêts moratoires
- 5.6 - Travaux non prévus

Article 6 - SOUS-TRAITANCE**Article 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS**

- 7.1 - Primes
- 7.2 - Pénalités

Article 8 - GARANTIES

- 8.1 - Retenue de garantie et cautionnement
- 8.2 - Garantie de parfait achèvement et garanties particulières
- 8.3 - Responsabilité et assurances

Article 9 - RÉILIATION**Article 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

- 10.1 - Différends
- 10.2 - Litiges et contentieux

Article 11 - DÉROGATIONS AU CCAG

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

L'opération porte sur la restauration d'un monument historique classé au titre du code du patrimoine.

Les travaux doivent permettre le complément à l'installation existante de SSI (système de sécurité incendie). L'objet du marché est donc la modification du SSI.

Le marché est un marché de travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - ALLOTISSEMENT

Pour la présente consultation, l'opération est allotie de la manière suivante :

| n° | Intitulés lots séparés |
|--------|------------------------------------|
| unique | Système de sécurité incendie (SSI) |

1.3 - FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

L'opération est organisée en une tranche unique.

1.4 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS

Le marché se décompose en **une (1) tranche unique**, selon planning et découpage de l'opération.

La tranche unique prend effet après la notification du marché, et à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

Le calendrier prévisionnel est à respecter.

1.5 - LIEU D'EXÉCUTION

Les travaux seront exécutés à : RENNES Cathédrale (35).

1.6 - LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français. À cet effet, l'entreprise désignera dès le début de l'opération un correspondant de langue française pour tous les échanges avec les parties prenantes à l'opération et durant toute la durée contractuelle du marché.

1.7 - MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT LA CONFIDENTIALITÉ ET LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de l'application de la réglementation dite RGPD (Réglementation Générale sur la Protection des Données), le maître d'ouvrage, appelé « responsable du traitement », sera garant de la protection des données personnelles dont il aura connaissance dans le cadre de cette opération et qui émaneront des entreprises ayant participé à la consultation, des titulaires de marchés et de leurs sous-traitants.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 - MAÎTRE D'OUVRAGE

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE BRETAGNE
CONSERVATION RÉGIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES
Hôtel de Blossac - 6, rue du Chapitre
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02 99 29 67 67

2.2 - MAÎTRISE D'ŒUVRE

Bureau d'études techniques HAY
M. Matthieu TEMPÉREAU
55 bis, rue de Rennes
35510 CESSON-SÉVIGNÉ
Téléphone : 02 99 83 46 47

2.3 - COORDONNATEUR DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)

La mission de coordonnateur SSI est, suivant réglementation, confiée à :

Bureau d'études techniques HAY
Représentant sur le chantier : Monsieur Matthieu TEMPÉREAU

2.4 - CONTRÔLEUR TECHNIQUE

La mission de contrôleur technique au sens des articles L111-23 et R111-29 et suivants du code de la construction et de l'habitation est confiée à :

SOCOTEC CONSTRUCTION
Représentant sur le chantier : Monsieur Christophe RIOU

2.5 - CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)

Les travaux de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles L. et R.4532-1 et suivants du code du travail).

L'opération de catégorie 3 fait l'objet d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, de niveau 3, et sera assurée par un bureau agréé :

ATAÉ
Représentant sur le chantier : Monsieur Feliciano AMARO

2.6 - AUTRES INTERVENANTS

Sans objet

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante et **par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux** :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG-Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- les plans ;
- l'état des prix forfaitaires ou le bordereau des prix unitaires ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales applicables aux prestations objet du marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le plan général de coordination SPS (PGC) ;
- les fascicules techniques et modes de métré du ministère de la Culture. Ces fascicules sont consultables ou téléchargeables avec les liens suivants :

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Monuments-Sites/Interventions-demarches/Travaux-sur-un-objet-un-immeuble-un-espace/Intervenir-sur-un-immeuble-classe>

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Monuments-Sites/Ressources/Les-guides-techniques-fascicules-et-manuels>

- les éléments de l'offre suivants : le mémoire technique.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 - REPRÉSENTATION DES PARTIES

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître de l'ouvrage lors de la notification du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

4.2 - FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception y compris par courriel.

En complément des dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont notifiés au titulaire par le maître d'ouvrage. Le titulaire doit en renvoyer un exemplaire au maître d'ouvrage après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ses réserves éventuelles.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.3 - DURÉE ET DÉLAIS

4.3.1 - Durée du marché

Le lot est inclus dans la durée de tranche suivante (compris période de préparation) :

Lot unique Électricité - SSI : TU = 8 mois (2 mois de préparation inclus, soit 1 mois pour chacune des phases)

Cette durée s'entend compris période de préparation et hors reconduction(s) éventuelle(s).

4.3.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement. Dans le cas de travaux allotis, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondus et en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution qui précise les dates d'intervention relatives à chaque lot et figure dans les documents particuliers du marché.

4.3.2.1 - Délai d'exécution global du marché

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

4.3.2.2 - Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux : le marché comprend une période de préparation d'une durée de un (1) mois pour chacune des phases, prévue dans le délai des travaux de la tranche unique.

4.3.2.3 - Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux est de 8 mois pour la tranche unique, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux (compris période de préparation et congés payés).

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Pour chaque lot, le maître d'ouvrage délivre un ordre de service de démarrage des travaux.

4.3.2.4 - Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution indique, pour chacun des lots, la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui leur est propre.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié à l'ensemble des titulaires.

4.3.2.5 - Prolongation du délai d'exécution (prise en compte des intempéries)

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à la prolongation de travaux imputée aux intempéries dans le sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

La station météorologique de référence choisie pour la constatation des intempéries et autres phénomènes naturels cités au présent CCAP est la plus proche du site.

La constatation des intempéries est effectuée conformément à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux.

Le nombre de journées réellement constaté est diminué du nombre de journées d'intempéries prévisibles qui n'ouvre pas droit à prolongation du délai. Ce nombre de journées d'intempéries prévisibles est fixé à : cinq (5) jours.

La constatation des intempéries est effectuée par déclaration du titulaire auprès du maître d'œuvre dans un délai maximum de 7 jours suivant le fait générateur, en produisant à l'appui de cette déclaration les relevés correspondants de la station météorologique de référence, et toute justification utile de la nécessité d'arrêter le chantier en raison des intempéries (prescriptions techniques de mise en œuvre des matériaux, etc).

Les intempéries constatées au-delà du nombre de jours prévisibles pourront donner lieu à prolongation du délai d'exécution sur avis du maître d'œuvre, celui-ci étant réputé compétent pour apprécier :

- la nécessité d'arrêter tout ou partie du chantier en fonction de l'intensité du phénomène météorologique, au regard des textes réglementaires et des contraintes techniques d'exécution des travaux ;
- en cas d'arrêt partiel, l'incidence réelle de l'arrêt des travaux sur le planning détaillé et son report sur le délai global d'exécution.

4.4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

4.4.1 - Accès au site

Les modalités d'accès au site seront définies lors de la période de préparation et devront être respectées par le titulaire du marché.

4.4.2 - Constat d'état des lieux

Le titulaire du lot unique Système de sécurité incendie (SSI) procédera à l'état des lieux selon les dispositions des clauses communes du CCTP.

4.4.3 - Implantation des ouvrages

Sans objet

4.4.4 - Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.4.4.1 - Provenance des matériaux et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire est fixée par le CCTP.

4.4.4.2 - Caractéristiques - Qualité - Vérification - Essais et épreuves des matériaux et produits

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle. La maîtrise d'œuvre peut décider, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché. Si ces essais et vérifications sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage. Si ces essais et vérifications sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

4.4.5 - Appareil de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres opérations nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et, pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

4.5 - PRÉPARATION - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

4.5.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

4.5.1.1 - Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître de l'ouvrage

- l'autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;

- l'approbation du projet des installations de chantier, validée par le coordonnateur SPS ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

Par le maître d'œuvre et/ou l'OPC

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.

Par le titulaire

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux, signé du titulaire du marché ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS, après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

4.5.1.2 - Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Le titulaire du lot unique Système de sécurité incendie (SSI) assure la garde des ouvrages. En cas de défaillance, les dispositions de l'article 31 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Hygiène et sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Mesures de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Le titulaire s'engage à :

- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
- donner suite, pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage ; il en informe également et de façon concomitante, le maître d'œuvre ;
- viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS ;

- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS. À défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier ;
- respecter les mesures liées à la COVID 19, le cas échéant. Si pendant la période du chantier des mesures particulières liées à cette pandémie devaient être appliquées, un complément au PPSPS serait alors demandé.

Mesures de sécurité sur l'édifice

L'entrepreneur est formellement tenu de recueillir, auprès des maîtres d'œuvre, les renseignements lui permettant d'établir, à l'usage de son personnel, les consignes particulières liées à la sécurité, le vol et l'incendie.

Les entreprises doivent prendre toute précaution utile afin qu'aucun sinistre ne se déclare et, notamment, il est interdit :

- d'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation ;
- d'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux ;
- d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc) ;
- de déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation, ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours ;
- de stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet, et de les utiliser en présence de public ;
- de fumer sur les chantiers ;
- d'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles ;
- de neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc) ;
- de laisser se constituer des dépôts de matières combustibles ;
- de quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité ;
- d'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisations préalables.

Consignes particulières concernant les travaux par points chauds - Permis de feu

Chaque fois qu'il a à travailler sur un point chaud, l'entrepreneur est tenu de demander un permis de feu au maître d'œuvre.

Les personnels et entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

Avant les travaux :

- 1° repérer les moyens d'alerte et d'extinction ;
- 2° disposer de moyens d'extinction propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau pompe et un extincteur approprié aux risques ;
- 3° afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux ;
- 4° vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc est en parfait état de fonctionnement ;
- 5° s'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour ;
- 6° vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation ;
- 7° vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié ;
- 8° prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre ;

- 9° colmater les ouvertures susceptibles de laisser des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles ;
- 10° écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées ;
- 11° dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds ;
- 12° protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou toute autre procédé équivalent ;
- 13° si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosifs, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux :

- 14° mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau ;
- 15° surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
- 16° refroidir les parties ou objets chauffés ; s'il y a impossibilité, les déposer sur des supports incombustibles ;
- 17° assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

Après l'exécution des travaux :

- 18° arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cession du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux ; utiliser une caméra thermique pour contrôler les points chauds avant de quitter les lieux des travaux ;
- 19° indiquer in situ, par des flèches rouges ou sur un plan affiché, les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes ;
- 20° fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles ;
- 21° inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

Répartition des dépenses communes de chantier

Dépenses d'investissement et d'entretien

La description des installations communes de chantier et les titulaires des lots qui en ont la charge, lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération, sont donnés au CCTP.

Nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois jusqu'au lieu de stockage fixé par le maître d'œuvre. L'enlèvement des déblais stockés et leur transport à la décharge sont régis par le CCTP ;
- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Dépenses diverses imputées au compte prorata

Font l'objet d'une répartition entre tous les entrepreneurs, dans tous les cas où elles ne sont pas individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneur déterminé, proportionnellement aux montants des décomptes finals de leurs marchés, les dépenses indiquées ci-après :

- les frais d'entretien et de nettoyage des locaux communs de chantier ;
- la consommation d'eau, d'électricité et le cas échéant de téléphone ;

- les frais de remise en état de la voirie, des réseaux divers détériorés lorsqu'il y a impossibilité d'en connaître le responsable ;
- les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur chargé de procéder au règlement des dépenses communes de chantier est le titulaire du lot unique Système de sécurité incendie (SSI).

Les clauses précédentes relatives au détournement ne s'appliquent pas si le gardiennage de chantier est prévu contractuellement. Dans ce cas, l'entreprise chargée du gardiennage supporte les conséquences directes ou indirectes occasionnées, quitte à ce qu'elle souscrive à l'assurance nécessaire.

L'entrepreneur titulaire du lot procédera au règlement des dépenses correspondantes. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses, proportionnellement aux montants des décomptes finals des marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

4.5.1.3 - Dispositions concernant le travail illégal

Le titulaire du marché doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

4.5.1.4 - Autorisations administratives - Frais de voirie

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur fera son affaire auprès de la mairie du lieu des travaux, de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines et les ancrages. Les frais de voirie éventuels seront à la charge de l'entrepreneur.

Important : le montant sera à vérifier par l'entreprise titulaire du lot unique, auprès du service voirie de la mairie de Rennes et sera inclus dans son offre.

4.5.2 - Exécution des travaux

4.5.2.1 - Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu tous les quinze (15) jours aux dates et heures fixées par la maîtrise d'œuvre.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire, à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué, entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence, la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.5.2.2 - Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

4.5.3 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Les plans d'exécution des ouvrages (en complément des plans de la maîtrise d'oeuvre) et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis à l'approbation de la maîtrise d'oeuvre.

Il en est de même des protocoles d'interventions, qui sont définis à partir d'un rapport établi selon le résultat des tests et essais avec analyses, soumis à l'approbation de la maîtrise d'oeuvre dans un délai raisonnable, pour permettre d'apporter les mesures correctives.

L'entreprise établira des relevés figurés avec détails des éléments restaurés (calepin d'appareil, etc), à joindre en fin de chantier au D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés). Ils seront fournis en cinq (5) exemplaires à la maîtrise d'oeuvre, ainsi qu'un contre-calque pour les formats supérieurs à A3. Ces documents peuvent être retenus comme justificatifs des mémoires.

4.5.4 - Équipements, matériaux et produits

4.5.4.1 - Fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet

4.5.4.2 - Fournis par le titulaire

À la demande de la maîtrise d'oeuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en oeuvre.

4.5.5 - Échantillons

Conformément à l'article 24.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de fournir, dans un délai de dix (10) jours à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'oeuvre, tous les échantillons.

Les échantillons sont entreposés dans le local fixé par les maîtres d'oeuvre et, le cas échéant, sont présentés dans le cadre du bureau local témoin.

Lorsque les documents du marché prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu, etc), les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

4.5.6 - Prototypes et propriété intellectuelle

Sans objet

4.5.7 - Matériaux, objets, vestiges trouvés sur le chantier

Conformément à l'article 33.2 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux mettent à jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement les maîtres d'oeuvre qui lui prescrira les dispositions à prendre ; et faire, conjointement avec le maître d'ouvrage, la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

L'entrepreneur ne doit pas déplacer ces objets ou vestiges sans autorisation du maître d'ouvrage. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement.

4.5.8 - Panneau de chantier

L'entrepreneur du lot unique Système de sécurité incendie (SSI) est tenu de fournir et de réaliser le panneau de chantier, selon le modèle remis par les maîtres d'oeuvre et après accord du maître

d'ouvrage. Il sera chargé de son installation puis du démontage, suivant les indications du maître de l'ouvrage.

4.6 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

4.6.1 - Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et les maîtres d'œuvre ou leur représentant.

4.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, dans le délai de trente (30) jours comptés à partir de l'établissement du procès-verbal préalable à la réception des travaux, l'entrepreneur devra avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur et après mise en demeure, par ordre de service, restée sans effet. Il pourra y être procédé par le maître d'ouvrage aux frais du titulaire ou du mandataire, sans préjudice de l'application d'une pénalité de 150 € par jour de retard calendaire.

4.6.3 - Réception

Conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception s'effectue à l'issue de la tranche unique et dans les conditions décrites.

4.6.4 - Documents fournis après exécution

Constataction des quantités d'ouvrages exécutés

En complément de l'article 11 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur a la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés.

Les attachements écrits et figurés comportent toutes les informations utiles pour l'établissement des décomptes ; la teneur, pour certains corps d'état, est donnée. Les attachements sont établis en autant d'exemplaires qu'il est demandé de mémoires dans ledit document.

Les mémoires font expressément référence aux attachements.

Les attachements écrits et figurés doivent impérativement comporter les indications suivantes :

| | | |
|---|--------------------|---------|
| plans de repérage | = 2 cm/m | (1/50) |
| élévation, plans, coupes | = 5 cm/m | (1/20) |
| détails | = 50 cm/m | (1/2) |
| détails et épures en cas de sculpture | = échelle grandeur | |
| plans de récolement (réseaux s'il y a lieu) | = 1 cm/m | (1/100) |

La valeur et frais d'établissement des attachements sont à inclure dans la valeur de l'offre.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Les documents du DOE devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG-Travaux.

En application de l'article 40.1 du CCAG-Travaux, ces documents seront présentés en deux (2) exemplaires papier et un (1) exemplaire dématérialisé reproductible.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

La non production de ces documents ou la production de documents élaborés de manière approximative ou mal renseignés et/ou non exploitables feront l'objet de pénalités indiquées au présent CCAP.

4.7 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisées dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office et à ses frais.

4.8 - CLAUSES PARTICULIÈRES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT, L'INSERTION SOCIALE ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

En application de l'article R.2152-7 alinéa 2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, il sera tenu compte, pour l'attribution du marché, de critères comprenant des aspects environnementaux ou sociaux :

Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG-Travaux, et pour tous les lots, des mesures développées en matière de protection de l'environnement **devront être développées** et mises en œuvre sur le chantier : matériaux, matériels, traitement des déchets, approvisionnements, déplacements, organisation du chantier, etc.

Les entreprises sont informées qu'elles doivent répondre à ce point, sous peine de voir leur offre considérée comme irrégulière.

Les preuves du respect et de la mise en œuvre de ces clauses environnementales, par l'entreprise attributaire, seront annexées au mémoire technique et feront l'objet d'un contrôle lors de l'exécution du marché.

Clauses sociales

Clause d'insertion par l'activité économique

La possibilité est laissée aux candidats de valoriser leur offre en proposant une variante insertion sociale professionnelle et ainsi bénéficier d'une bonification de leur offre.

Si l'offre est retenue, la proposition devient une condition d'exécution et le titulaire devra s'engager à mettre en œuvre les dispositions annoncées et notamment le nombre d'heures à exécuter et à justifier.

Pour des facilités de mise en œuvre et d'efficience des situations de mises en emploi pour les bénéficiaires, seules les propositions de variantes supérieures à 35 h sont retenues.

Clause de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations au travail

Le soumissionnaire retenu doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus, dans le domaine de l'emploi et indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

4.9 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

Les dispositions des articles L.2194-1 et 2 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R.2194-1 à 9 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, sont applicables. Le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les conditions prévues par voie réglementaire et sous réserve du respect de certaines conditions.

ARTICLE 5 - RÉGIME FINANCIER

5.1 - MONNAIE ET TVA

5.1.1 - Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

5.1.2 - Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe, au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.1.3 - Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du code général des impôts, relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, s'appliquent au présent contrat. Ainsi, la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

5.1.4 - Frais particuliers

Sans objet

5.2 - FORME ET CONTENU DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché, sont réglés par application des prix forfaitaires, selon les prestations demandées et dans les conditions présentées par le CCTP.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de la décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Les quantités indiquées par la maîtrise d'œuvre ne sont pas contractuelles. Elles sont données à titre d'information permettant aux entreprises de cerner l'ampleur des travaux décrits au CCTP. Il appartient aux soumissionnaires, compte tenu de ce qui précède de :

- calculer les quantités d'ouvrages à mettre en œuvre, conformément au dossier de consultation ;
- tenir compte, dans leur prix, de la période d'exécution et du délai des travaux, ainsi que du délai d'approvisionnement des matériels.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Dans le cas où des prestations nouvelles s'avèrent indispensables et ne figurent pas dans la décomposition de prix, les prix d'unités, proposés par les concurrents, auront un caractère contractuel pour les travaux modifiant ou complétant la proposition forfaitaire, ou la procédure de prix nouveaux sera appliquée.

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît :

- qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché de tous les lots, si l'opération comporte plusieurs lots ;
- qu'il s'est rendu sur place et a apprécié toutes les obligations qui lui incombent ; aucune indemnité ne lui sera accordée du fait de sujétions normalement prévisibles rencontrées en cours d'exécution.

Les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du CCAG-Travaux :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfice ;
- toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieux où s'exécutent les travaux ;
- les pertes, avaries et dommages dans les conditions de l'article 17 du CCAG-Travaux, en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes (sauf pour les travaux réalisés sous parapluie) :

| Nature du phénomène | Intensité limite | Durée du phénomène | Organisme ou document de référence |
|---|---|---|---|
| Pluie | Supérieur ou égal à 30 mm/j, de manière intermittente ou continue | Durant les heures de travail normales de l’entreprise (comprises entre 8h et 18h) | Station météorologique la plus proche du lieu de chantier |
| Vent | Supérieur ou égal à 90 km/h | Pendant plus de quatre (4) heures consécutives, durant heures de travail normales de l’entreprise (comprises entre 8h et 18h) | |
| Température basse extérieure (gel), sous abri (en zone dégagée à 1,50m du sol) | Inférieure à -5°C | | |
| Température haute extérieure (canicule), sous abri (en zone dégagée à 1,50m du sol) | Supérieure à +40°C | | |
| Neige | Sol tapissé avec épaisseur | Pendant plus de huit (8) heures | |

| | | | |
|--|----------------------------|---|--|
| | supérieure ou égale à 5 cm | consécutives, durant les heures de travail normales de l'entreprise (comprises entre 8h et 18h) | |
|--|----------------------------|---|--|

À défaut de mesure directe de phénomène naturel qui ne serait pas normalement prévisible, les valeurs seront déduites des observations du service météorologique le plus proche.

Aux termes de la loi n°46-2299 du 21 octobre 1946, sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible, à l'égard soit de la santé, soit de la sécurité des travailleurs, soit de la nature ou de la technique du travail à accomplir.

En revanche, et **par dérogation à l'article 17.3 du CCAG-Travaux**, les phénomènes naturels ne seront en aucun cas considérés comme cas de force majeure susceptibles de donner lieu à une indemnisation par le maître d'ouvrage.

- les soins particuliers, difficultés de main d'œuvre ou d'emploi de matériaux découlant de la nature particulière des travaux de restauration des Monuments Historiques impliquant :

- l'harmonisation des parties restaurées avec les anciennes ;
- l'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser ;
- l'obligation d'emploi des matériaux de choix ;
- les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice ;
- les sujétions liées à l'exploitation de l'édifice durant les travaux, énumérées au CCTP.

- le respect des règlements de police et de sécurité pour assurer la sécurité des personnes et des biens, en veillant notamment à ce que les échafaudages, matériels et agrès ne permettent pas l'accès de l'édifice aux personnes étrangères à l'entreprise en dehors des heures de travail ;

- les frais découlant de l'obtention, avant d'entreprendre un travail par points chauds (soudures ou autres), d'un permis de feu signé par le maître d'œuvre, impliquant pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites ;

De ce permis découle, pour l'entreprise, l'obligation de disposer sur ce chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie en nombre suffisant et disposés en accord avec le maître d'œuvre, dont un (1) à disposition immédiate de l'ouvrier travaillant au point chaud. Tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail.

- les frais d'installations communes de chantier décrites au CCTP, avec l'indication des titulaires des lots qui en sont chargés lorsqu'il est prévu l'intervention de plusieurs lots dans l'opération ;
- les frais d'installation et d'utilisation d'engins de levage ou de transport (tels que treuils, chèvres, etc) permettant le transport et le montage des matériaux aux localisations de mise en œuvre, sauf spécifications particulières figurant au CCTP et pour lesquelles il est prévu une description précise des installations à réaliser. Il est précisé au CCTP si ces installations font l'objet d'un prix particulier figurant au DPGF ou si les frais sont à comprendre dans les prix de l'entreprise ;
- les frais d'assurances mentionnés au présent CCAP ;
- les frais d'établissement, d'après les pièces contractuelles, des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calcul, études de détails, dans les conditions définies à l'article 29.1 du CCAG-Travaux. Ces documents sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre avant tout début d'exécution ;
- les frais d'établissement des attachements écrits et figurés, dans les conditions définies ci-après ;
- les frais de coordination et de contrôle, par l'entrepreneur, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles ;
- les frais d'établissement des documents fournis après exécution par les titulaires des lots mentionnés du présent CCAP.

5.3 - VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise de l'offre du titulaire, indiquée dans l'acte d'engagement.

Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national BT :

Lot unique : Système de sécurité incendie (SSI) : BT 47

Les index BT sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Équipement, au Moniteur des Travaux Publics et l'INSEE.

Modalités de variation des prix

Prix révisables

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po [0,125 + 0,875 (Im/Io)]$$

dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'indice/index BT en vigueur au mois d'établissement des prix (M0)

Im = valeur de l'indice/index BT à la date de la révision

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

5.4 - MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.4.1 - Avances

En application des articles L.2191-2 et 3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.191-3 à 19 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique, une avance peut être accordée si certaines conditions sont remplies. Les marchés inférieurs au seuil de 50 000 Euros HT n'ouvrent pas droit au versement de l'avance forfaitaire.

En application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'avance sera réglée selon l'option A :

- taux de 20 % pour les PME au sens du code de la commande publique, actualisé par le décret n°2022-1683 ;
- taux de 5 % pour les autres entreprises non PME.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Le versement de l'avance intervient uniquement après la notification du marché ou de l'ordre du service et sur simple demande écrite.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 à 14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique : entre 65 % et 80 % du montant du marché initial.

5.4.2 - Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles L.2194-4 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2191-20 à 22 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique, sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

5.4.3 - Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Remise des projets de décompte au maître d'œuvre

Un nouvel outil, *Chorus PRO - marché de travaux*, oblige au dépôt et à la transmission des pièces concourant à l'exécution des marchés de travaux conformément au CCAG-Travaux, pour la mise en paiement au cours comme en fin de marché.

Projets de décompte

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux, et adressés au maître d'œuvre.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.7 du CCAG-Travaux, les acomptes mensuels ne feront pas obligatoirement ressortir l'effet de la révision des prix. Les révisions de prix pourront être calculées dans les acomptes ou au moment du décompte final de chaque tranche mais uniquement avec des index définitifs.

Lors de sa demande de paiement, le titulaire devra calculer la révision de prix applicable et fournir à l'acheteur public les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul. Les index provisoires sont proscrits.

La date limite pour la réception des décomptes mensuels au maître d'œuvre est fixée au 05 du mois suivant.

Les décomptes mensuels rédigés « sur la base du cadre de prix global et forfaitaire - DPGF, ou sur la base du bordereau de prix unitaires - BPU », joint au marché, devront être présentés en cumul de travaux exécutés à la fin du mois précédant leur rédaction.

États d'acomptes

À partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire selon l'application de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2.1.e) du CCAG-Travaux, les prestations seront réglées sur la base de prix le cas échéant révisés, et établis sur la base d'un index définitif.

Décompte final

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Décompte général

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Sauf dérogation à l'article 12.4.4, concernant la possibilité de décompte général et définitif tacite en cas d'absence de notification finale du décompte général du titulaire par la maîtrise d'ouvrage dans un délai de dix (10) jours, ce délai de notification est maintenu à trente (30) jours.

5.5 - INTÉRÊTS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées, conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

5.6 - TRAVAUX NON PRÉVUS

5.6.1 - Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

5.6.2 - Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

5.6.3 - Prestations similaires

Marchés susceptibles d'être passés ultérieurement sans publicité ni mise en concurrence

Dans le cas où des prestations similaires qui ne figurent pas dans le marché deviendraient nécessaires à la réalisation de l'ouvrage à la suite d'une circonstance imprévue et que les travaux complémentaires ne pourraient pas être techniquement ou économiquement séparés du marché principal, un marché sans publicité ni mise en concurrence pourrait être passé ultérieurement en application de l'article R.2122-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

5.6.4 - Travaux sans autorisation

Si l'entrepreneur apporte sans autorisation des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis par le marché, le maître d'ouvrage peut, sur proposition de l'Architecte, exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution exacte du marché, sans préjudice, d'une part des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant du marché si ces démolitions, corrections reprises, entraînent une diminution de la qualité finale des ouvrages et, d'autre part, de toute autre incidence, notamment sur les travaux des autres entrepreneurs.

Le maître d'ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés ont entraîné pour l'entrepreneur des dépenses supérieures à celles afférentes aux ouvrages initialement prévus.

L'entrepreneur est tenu d'effectuer les travaux ou modifications qui sont ordonnés par le maître d'ouvrage en conséquence d'une injonction administrative ou d'une décision judiciaire ou d'un arbitrage faisant suite au recours de tiers.

Ces travaux sont pris en attachement et réglés conformément aux dispositions du chapitre concerné, sauf si leur origine est imputable à une faute de l'entrepreneur.

5.6.5 - Travaux urgents intéressant la stabilité

Par exception aux dispositions de l'article 5.6.4 ci-avant, l'entrepreneur a le droit d'apporter aux ouvrages des modifications qui, au cours de l'exécution, se révéleraient indispensables à la stabilité et urgentes. À charge pour lui d'en informer le jour même les maîtres d'œuvre.

Ces travaux sont pris en attachement et réglés conformément aux dispositions du chapitre concerné, sauf si leur origine est imputable à une faute de l'entrepreneur.

5.6.6 - Travaux en régie

Pour les lots dont figure à leur marché un poste spécifique de travaux en régie, il ne sera pas appliqué les stipulations de l'**article 10.4 du CCAG-Travaux**.

En dérogation à cet article, le nombre d'heure prévisionnel figurant au bordereau fera obligatoirement l'objet d'un détail de décomposition de prix. Ces heures seront réglées uniquement sur attachements écrits, signés et reconnus par le maître d'œuvre : pour les lots ne comportant pas d'article spécifique, les stipulations de l'article 10.4 seront appliquées.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent : téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par

paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles L.2193-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2193-14 à 16 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

ARTICLE 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS

7.1 - PRIMES

Sans objet

7.2 - PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation des maîtres d'œuvre ou du maître d'ouvrage, **par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux**.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

7.2.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation, par les maîtres d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1/3000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée, conformément à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire aura également à sa charge les sur-locations d'échafaudages et les frais divers d'installation de chantier.

7.2.2 - Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 200 euros.

7.2.3 - Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté, par le maître d'œuvre, dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard.

7.2.4 - Pénalités liées à la remise des documents

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté, par les maîtres d'œuvre, dans la remise de documents (attachements graphiques, écrits ou photographiques) ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard.

Une pénalité de 200 euros, par jour calendaire de retard, peut être appliquée aux entreprises qui ne transmettent pas leur document au CSPS.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard. Ces pénalités concernent également les documents demandés pour le dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE).

Pénalité pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 300 euros par jour calendaire de retard.

7.2.5 - Pénalité pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal (RJ), les comptes-rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de 300 euros par jour calendaire de retard à compter de la demande du coordonnateur SPS.

Une pénalité de 200 euros, par jour calendaire de retard, peut être appliquée aux entreprises qui ne respectent pas les demandes urgentes du CSPS indiquées sur le RJ.

7.2.6 - Autres pénalités

Pénalité pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dans les 15 jours, il sera appliqué une pénalité de 150 euros jusqu'à la production des pièces.

Pénalité pour non-respect des clauses liées au développement durable, rendues obligatoires car liées à la réalisation de ce chantier, notamment les clauses environnementales spécifiées à l'article 4.8 de ce CCAP.

Une vérification sera faite au démarrage du chantier sur la mise en application de ces clauses spécifiques. Des vérifications ponctuelles pourront aussi être réalisées tout au long du chantier, par une personne désignée par le maître d'ouvrage. Elles donneront lieu à un procès-verbal signé par le titulaire et le maître d'ouvrage.

En cas de manquement, une pénalité de 500 euros sera appliquée.

Pénalité pour mission complémentaire du maître d'œuvre

Toutes visites de contrôle supplémentaires, réalisées par les maîtres d'œuvre ou un membre de son équipe, résultant d'une défaillance d'une entreprise dans le contrôle de l'exécution de ses ouvrages ou levées de réserves, fera l'objet d'une pénalité de 800 euros.

7.2.7 - Plafonnement des pénalités

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

7.2.8 - Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités seront appliquées quel que soit leur montant.

ARTICLE 8 - GARANTIES

8.1 - RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à 63 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

8.2 - GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT ET GARANTIES PARTICULIÈRES

8.2.1 - Garantie de parfait achèvement

Les maîtres d'œuvre procèdent à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Délais de garantie

Le délai de garantie, conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, est fixé à un (1) an à compter de la date d'effet de la réception (de la tranche unique).

8.2.2 - Garanties particulières

Sans objet

8.3 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

8.3.1 - Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

8.3.2 - Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris au maître de l'ouvrage et aux autres intervenants, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à

un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés. En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 5 millions d'euros par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 5 millions d'euros par sinistre.

8.3.3 - Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale, prévue par l'article L241-1 du code des assurances ; le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation, en état de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale, y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire, s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances, conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, ainsi que la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir, au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil.

8.3.4 - Dispositions communes

En application de l'article L.241-1 du code des assurances et **par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux**, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation, avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2143-3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant redressement judiciaire ou liquidation est notifié immédiatement à la personne publique.

Il en va de même de tout jugement, de toute décision, susceptibles d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché, pendant la période visée à la décision de justice, ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate, par le pouvoir adjudicateur, des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h) du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux :

- l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2141-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, aux frais et risques du déclarant ;
- dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail conformément au III de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG-Travaux est fixé à 3 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur ou liquidateur, seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de la tranche notifiée du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

10.1 - DIFFÉRENDS

Selon CCAG-Travaux

10.2 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes (35).

ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-Travaux sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

| Article du présent CCAP | Article du CCAG auquel il est fait dérogation | Commentaire - objet de la dérogation |
|-------------------------|---|--|
| 3 | 4.1 | décomposition et ordre de priorité des pièces contractuelles |
| 4.3.2.2 | 28.1 | période de préparation de un (1) mois |
| 4.3.2.4 | 28.2.3 | calendrier détaillé d'exécution des travaux |
| 4.5.1.4 | 31.3 | autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, et frais de voirie |
| 5.2 | 17.3 | pertes / intempérie non indemnisées |
| 5.4.3 | 12.1.7 et 12.2.1.e | pas d'obligation que les décomptes et acomptes mensuels fassent ressortir l'effet de la révision des prix à chaque acompte |
| 5.4.3 | 12.4.4 | délai d'accord tacite du décompte général |
| 5.6.6 | 10.4 | détail obligatoire de décomposition de prix, si travaux en régie |
| 7.2 | 19.2.4 | pas de mise en demeure pour les pénalités |
| 7.2.8 | 19.2.1 | pas d'exonération des pénalités |
| 8.3.4 | 8.1.3 | attestation à fournir par le titulaire (émanant de sa compagnie d'assurance), avant notification du marché |
| 9 | 50.1.2 et 50.3.1 | dispositions applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire |

LE MAÎTRE D'OUVRAGE